



« AU FIL DE LA TRANSITION » -

Novembre 2025

Revue de presse - Virage Energie Climat Pays de Loire –

« en bref »

On ne va pas se mentir : dans l'ensemble, les dernières nouvelles du mois passé ne sont pas très bonnes... Ce qui n'est pas trop étonnant, compte-tenu de l'offensive mondiale anti-transition. Il reste néanmoins des raisons d'espérer, car les populations sont loin d'être aussi crédules que le voudraient nos climatosceptiques...

Et donc, voici quelques nouvelles pour le mois de novembre

GOUVERNANCE

Perspectives énergétiques de l'AIE : en arrière toute !: Dans le *World Energy Outlook 2025* de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le « *Current Policies Scenario* » (CPS), tombé en disgrâce en 2019, refait surface. Ce scénario suppose la pleine application des « politiques et régulations déjà en place ». C'est un scénario de triomphe de l'Amérique trumpienne

Par ailleurs l'AIE décrit un monde « *assoiffé d'énergie* » : les besoins devraient croître de façon massive au cours des prochaines décennies, tirés par les secteurs traditionnels – transport, chauffage, climatisation... – dans les pays du Sud, mais aussi par l'essor de l'intelligence artificielle (IA). L'ère de l'électricité est arrivée, selon les projections mondiales de l'AIE

Union de l'énergie : des progrès, et une décennie à venir déterminante : la mise en œuvre de l'Union de l'énergie contribue à la baisse des émissions de CO2 de l'UE, note la Commission. Des efforts restent à accomplir pour atteindre la neutralité carbone et assurer des prix de l'énergie plus compétitifs pour l'économie.

UE – Chine : deux modèles de compétitivité décarbonée : À la [COP30](#), Européens et Chinois n'ont affiché qu'une coopération minimale autour de l'[Accord de Paris](#). Derrière une convergence de façade se dessinent deux trajectoires opposées. L'Europe tente de renforcer sa résilience énergétique ; la Chine cherche à consolider son ascension et à redéfinir les rapports de force du monde bas carbone. Comprendre le « comment » et le « pourquoi » de cette divergence est devenu indispensable pour anticiper les trajectoires industrielles et géoéconomiques qui détermineront qui produit, qui dépend et qui décide.

Le Parlement européen valide l'objectif climatique de l'UE pour 2040, à savoir viser une réduction de 90 % des émissions de gaz à effet de serre en 2040 par rapport à 1990. [À l'instar des États membres](#), ils ont validé les flexibilités proposées par [la Commission](#) sur la comptabilité carbone, voire ont élargi ces flexibilités. Le parlement a par ailleurs parachever le détricotage de la loi « Omnibus avec des amendements vidant soigneusement de leur substance les deux directives CSRD (*Corporate Sustainability Reporting Directive*) et CS3D (*Corporate Sustainability Due Diligence Directive*).

Le président de l'Ademe, aux prises avec la meute des « casseurs de thermomètre », répond aux « attaques violentes et définitives » contre l'agence

L'Académie des technologies souligne « plusieurs fragilités majeures de la PPE 3 » (qui n'a toujours pas été publiée à ce jour) et « *sonne l'alerte [...] face au ralentissement préoccupant de la baisse des émissions de gaz à effet de serre* » dans un nouvel avis publié ce 31 octobre

La dépendance de la France aux énergies fossiles n'est pas qu'un problème pour le climat. Elle menace aussi le fonctionnement économique futur de notre pays. Soit une « *double contrainte carbone* », selon les termes de The Shift Projet, qui dévoilait, mercredi 12 novembre, une étude visant à quantifier l'exposition de la France au risque énergétique.

La France revoit sensiblement à la baisse ses scénarios de consommation électrique : RTE abaisse de 60 TWh sa cible haute de consommation électrique, dans la mise à jour de ses scénarios pour 2035 (à paraître le 9 décembre).

RTE acte le retard de la demande électrique et de l'électrification des usages, à l'heure où le gouvernement remet la programmation énergétique du pays sur la table

CLIMAT

Ambition climatique 2040 : un compromis trouvé de justesse pour l'Europe avant la COP30 : les États membres de l'UE ont fini par s'entendre sur une cible climatique pour 2040, soit: un niveau de réduction de 90 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) des Vingt-Sept en 2040, par rapport à celles de 1990. Mais ce compromis s'accompagne de toute une série de « *marges de manœuvre* », imposées notamment par la France, qui en amoindrissent quelque peu la valeur.

La COP30 évite le pire, tout en laissant un bilan mitigé. Les principaux acquis de la COP30 de Belém : dans le document baptisé "texte du *mutirão*", la COP30 adopte le lancement d'une "initiative volontaire" pour les pays qui souhaitent collaborer pour une réduction accrue de leur pollution carbone afin de limiter le réchauffement climatique à +1,5°C par rapport au 19^e siècle. L'initiative doit "prendre en compte" l'engagement pris à la COP28 en 2023 d'abandonner à terme les énergies fossiles, sans toutefois citer ce terme sensible qui menaçait de faire dérailler les négociations

Le *mutirão* demande des "efforts pour au moins tripler" l'aide financière pour l'adaptation climatique des pays en développement à l'horizon 2035.

Pour la première fois, les tensions commerciales mondiales vont faire l'objet d'un "dialogue" pendant trois ans dans l'enceinte des négociations climatiques. Cette nouveauté est la victoire politique qu'était venue chercher la Chine, qui tentait de longue date, avec d'autres pays émergents exportateurs dont l'Inde, de contester aux COP les barrières commerciales environnementales, notamment la taxe carbone aux frontières de l'Union européenne.

COP30 : une transition énergétique insuffisante et désormais incertaine : l'Irena a analysé les 60 contributions nationales (NDC) remises au 1^{er} octobre. Parmi elles, 21 seulement mentionnent explicitement l'objectif de triplement des ENR à 2030

Climat : pour l'ONU, le scénario à + 1,5 °C désormais inévitable mais potentiellement réversible, selon l'« Emission Gap Report » : la température mondiale devrait augmenter de + 2,3 °C à + 2,5 °C d'ici 2100 si les Etats remplissent les objectifs qu'ils se sont fixés.

Budget carbone : des échéances qui se rapprochent à grande vitesse : Les puits de carbone terrestres et océaniques continuent d'absorber la moitié de nos émissions, mais ils montrent des signes de faiblesse, alerte le Global Carbon Project, tandis que les concentrations dans l'atmosphère augmentent de manière vertigineuse.

Au GIEC, une bataille très politique autour des dates de publication du prochain rapport d'évaluation Pour la quatrième fois en deux ans, les pays n'ont pas réussi à s'accorder sur le calendrier du rapport phare du groupe d'experts du climat. Certains pays veulent repousser sa parution pour amoindrir l'action climatique.

Entretien. Pour réussir la transition écologique, il faut « montrer tout ce qu'elle peut nous faire gagner Si la prise de conscience de l'urgence climatique a bien eu lieu, les actions restent timides : pour Marion Bet, chercheuse à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Id드리), de nouvelles méthodes doivent désormais être instaurées pour opérer la transition écologique à toutes les échelles.

SOBRIETE

Une tribune vigoureuse de Marc Huret, urbaniste : « Arrêtons de parler de l'écologie comme d'un renoncement et d'un sacrifice

Les Français sont-ils prêts pour une économie de la sobriété ? : le dernier baromètre de l'Ademe sur l'avis des Français au sujet de la sobriété est éclairant : 83 % des répondants pensent que l'on consomme trop en France, mais 82 % estiment avoir déjà un niveau de vie sobre

Comment l'Ademe propose d'aborder la notion de sobriété dans l'économie : cConvaincue des bienfaits que la sobriété pourrait apporter à l'économie, l'Ademe propose une méthodologie « tactique » pour aborder sereinement cette notion, sans les clichés et les idées reçues qui la ternissent.

Le « backlash écologique » ou l'accélération brutale d'un mouvement réactionnaire profond : L'offensive contre les politiques écologiques n'est pas qu'un simple recul transitoire. Elle s'inscrit dans une histoire longue, celle de groupes d'intérêt économiques et politiques dont la violence redouble à mesure que l'urgence d'agir s'accroît.

ENERGIES RENOUVELABLES

L'agrivoltaïsme met-il la charrue avant les boeufs ? Alors que les projets agrivoltaïques se multiplient à grande vitesse, malgré les nombreuses questions encore ouvertes sur le sujet, le Gouvernement annonce la création d'un observatoire, pour suivre et capitaliser les retours d'expérience.

La version définitive de la Note de La Fabrique Ecologique « Les bioénergies : quelle place dans la transition énergétique ? » issue du groupe de travail initié par François Demarcq est désormais disponible en ligne.

Un consortium français veut développer un démonstrateur de transport d'électricité à très basse température, visant la "supraconductivité" pour améliorer la connexion électrique entre des parcs éoliens en mer et le littoral.

USAGES

L'Ademe affine ses données sur les bénéfices du télétravail dans une étude baptisée IT4Green dans laquelle elle évalue pour la première fois l'impact environnemental de la pratique à travers une analyse de cycle de vie complète. Verdict : le télétravail peut devenir un levier écologique, à condition que ses usages soient pensés de façon collective.

Eaux usées, champignons, algues, lin, bactéries : les nouvelles armes de Bruxelles pour le climat La Commission européenne a dévoilé une stratégie pour transformer l'économie du continent grâce aux ressources biologiques renouvelables. Objectif : créer de la valeur et tourner le dos aux matières fossiles.

Décarbonation du transport aérien : un décollage difficile des biofuels : Le secteur aérien est sans doute l'un des secteurs les plus difficiles à décarboner. L'objectif Net Zero en 2050 dont l'atteinte a été étudiée dans ses scénarios par l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale, plus connue sous l'acronyme anglais IATA) est très ambitieux, compte tenu des réalités technologiques concernant les modes de propulsion à base d'hydrogène ou d'électricité.

Rail et carburants bas carbone, les deux pans du Plan européen pour les transports

Rapidité. C'est semble-t-il le fil rouge du Plan transport présenté, mercredi 4 novembre, par la Commission européenne. L'accent est mis sur le rail à grande vitesse [\(1\)](#) pour relier les villes européennes en quelques heures d'ici à 2040 et concurrencer [l'avion](#) . La Commission veut aussi aller vite sur la production de [carburants bas carbone](#).(règlements RefuelAviation et FuelUE Maritime)

STOCKAGE

Terres rares et batteries : un nouveau champ de bataille géopolitique : début octobre, la Chine a annoncé son intention de contrôler l'utilisation des [terres rares](#) et des technologies issues de son pays pour toutes les productions qui y recourent. La soudaineté et l'ampleur de cette annonce en font un levier de négociation commerciale et un outil de politique industrielle sans précédent, face auquel l'Europe doit trouver sa place.

Le plus grand parc de stockage par batteries en France (200 MWh de capacité de stockage) bientôt inauguré (le 16 décembre) dans le port de Nantes Saint-Nazaire, à Cheviré.

Stockage d'électricité : les capacités installées devraient progresser de près de 40% par an d'ici 2030, selon une analyse publiée par **Les Echos Études**. Si les défis restent nombreux sur l'ensemble de la chaîne de valeur, les opportunités sont très importantes.

NUCLEAIRE

Prolonger jusqu'à 60 ans le parc nucléaire français reste une "option avantageuse" et est même plus "compétitif" que de construire de nouveaux réacteurs, malgré l'explosion des coûts de maintenance, selon un récent rapport de la Cour des comptes .

Une analyse intéressante dans ... »philo magazine « sur le « stade bonzaï du nucléaire » : si l'appétit nucléaire des États va croissant, **de nombreux acteurs privés lorgnent également sur l'atome**. Non seulement les *start-up* de l'énergie, mais aussi les géants de la *tech*, qui y voient une solution pour alimenter leurs activités énergivores pompant une grande partie des capacités électriques des réseaux locaux. L'article examine ensuite les atouts et inconvénients des SMR, avec cette conclusion : à tous points de vue, les risques liés au petit nucléaire sont généralement sous-estimés, « *Là où la promesse de sûreté accrue attribuée aux SMR met l'accent sur la robustesse de ces objets technologiques pris isolément, elle tend à minimiser les risques systémiques liés à leur dissémination et à la plus grande complexité qu'elle introduirait dans la gouvernance du nucléaire civil.* »

La filière nucléaire doit relever le casse-tête du financement pour sa relance : le nucléaire revient sur le devant de la scène mais qui va payer pour ces projets gigantesques, longs et risqués ? Domaine régalien par excellence, l'atome doit désormais envisager de nouveaux modes de financement, y compris privés, pour accélérer.

Le nucléaire, un mythe à déconstruire : accidents majeurs, fuites insidieuses, gestion des déchets... Dans « Le Nucléaire : une énergie vraiment sans danger ? », l'ingénieur Bruno Chareyron passe au crible les risques de l'extraction et de la production d'énergie nucléaire. Un témoignage rare qui rappelle l'impact de l'atome sur le quotidien des populations.

Nucléaire : comment la Chine veut exporter son modèle vertigineux de déploiement de réacteurs : Avec 102 réacteurs nucléaires, Pékin disposera à terme du plus gros parc nucléaire mondial. Sa capacité devrait dépasser celle des Etats-Unis dès 2030.

CARBONE

Le projet GoCO2 vise à décarboner la production des industries les plus émettrices de CO2 de la région (une concertation est en cours jusqu'au 19 décembre sous l'égide de la CNDP :

<https://www.debatpublic.fr/decarbonation-de-lindustrie-dans-le-grand-ouest-goco2-7188>) Un projet équivalent, Rhône décarbonation, ambitionne de capter et stocker le CO2 de la plus grande cimenterie de France (Vicat, en Isère). Ces sites font partie des 50 sites industriels les plus émetteurs de dioxyde de carbone du pays.

Décryptage Pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, « les 1 % les plus riches doivent réduire leurs émissions de 97 %, et les 0,1 % les plus riches de 99 % d'ici à 2030 », selon Oxfam.

Voici les deux facteurs déterminants de votre empreinte carbone

Le chauffage et la fréquence des voyages en avion sont les deux facteurs déterminants pour l'empreinte carbone individuelle des Français, indique un groupe d'experts du sujet, le Citepa, dans une étude publiée récemment.

MINERAIS, MATIERES PREMIERES

Le recyclage des terres rares, une voie incontournable pour limiter les risques d'approvisionnement mais exigeante, car nécessitant une action publique forte et ciblée, selon une expertise scientifique collective du CNRS.

« La Chine, officiellement communiste, est probablement l'Etat capitaliste "vert" le plus performant au monde » : un entretien sur les problématiques extrativistes avec Thea Riofrancos, auteure de « Extraction. The Frontiers of Green Capitalism

Minerais stratégiques : les stratégies s'affinent, l'Europe hors du jeu ? Que ce soit pour les énergies renouvelables, l'électrification ou même la relance du nucléaire, l'Europe dépend des importations de minerais et matériaux stratégiques. La chaîne de valeur se construit ailleurs, renforçant toujours plus les vulnérabilités.